

Le lien entre banques et Etats se renforce

En Italie et en Espagne, les banques ne cessent d'acheter de la dette publique au détriment du secteur privé

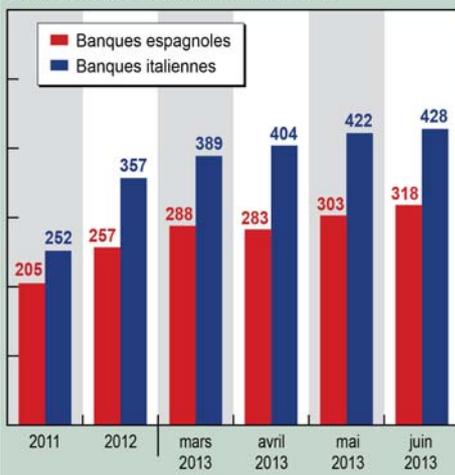
par ALEXANDRE GARABEDIAN

La renationalisation des dettes souveraines va toujours bon train en Europe du Sud. Les banques italiennes et espagnoles ont continué en juin à acheter massivement les emprunts émis par leurs Etats d'origine, selon les statistiques monétaires mensuelles publiées hier par la Banque centrale européenne, après l'avoir déjà fait en mai. Les stocks de dette souveraine dans les bilans, sur lesquels l'Autorité bancaire européenne a promis de faire à nouveau toute la lumière en octobre, ne cessent donc d'augmenter. Le lien entre risque bancaire et risque souverain que l'Europe souhaitait trancher se renforce.

[Suite p.2](#)

Le lien bancaire/souverain se renforce

Encours de dette souveraine en milliards d'euros



► Orange paiera 2,15 milliards au fisc

PAR YVES-MARC **LE REOUR**

L'opérateur télécoms fera appel dans les prochains jours de la décision du tribunal administratif de Montreuil. Si ce décaissement n'aura pas d'impact sur le compte d'exploitation du groupe, les agences de crédit pourraient réagir négativement.

[Suite p.4](#)

Credit Suisse rebondit grâce à sa BFI

Le groupe a publié un bénéfice net de 1,045 milliard de francs (1,17 milliard d'euros), au deuxième trimestre, en hausse de 32,6% grâce à la performance de sa banque d'investissement qui a plus que doublé ses profits sur un an. *Le fixed income* accuse toutefois un recul de 38% d'un trimestre sur l'autre, plus marqué que chez ses concurrents.

[Suite p.8](#)

SAC Capital dans les filets de la justice

Le procureur de New York a engagé des poursuites pénales à l'encontre du gestionnaire alternatif fondé et dirigé par Steven Cohen. SAC Capital Advisors aurait mis en œuvre un système généralisé d'accès à des informations privilégiées lui permettant d'engranger des centaines de millions de dollars en profits illicites. Le gestionnaire risque la fermeture.

[Suite p.15](#)

60 SECONDES

ECONOMIE ET MARCHÉS

- La reprise de la croissance britannique se confirme [p.2](#)
- Les banques rejettent l'idée d'une séparation systématique de leurs activités [p.3](#)
- Le FMI appelle la zone euro à mener une opération vérité sur ses banques [p.3](#)

EMETTEURS

- Nexans déprécie de 80 millions d'euros ses actifs en Australie au premier semestre [p.4](#)
- Kering améliore ses marges dans le luxe, contrairement à LVMH [p.5](#)
- Casino fait moins bien que Carrefour dans les hypermarchés en France [p.5](#)

INDUSTRIE FINANCIÈRE

- Lazard tire son épingle du jeu dans les fusions-acquisitions [p.8](#)
- La Grande-Bretagne fait un bilan de la réforme de la distribution des services financiers [p.9](#)
- La transmission d'entreprises de taille moyenne décroche en zone euro [p.9](#)

L'ESSENTIEL

- BNP Paribas grandit dans la conservation [p.11](#)
- Repli de l'activité de Deutsche Börse [p.11](#)
- CFAO renonce à ses objectifs [p.11](#)
- Solocal déçoit [p.11](#)
- CapGemini voit l'amorce d'une reprise en France [p.11](#)
- Bankia en bon chemin [p.12](#)
- Amazon affiche sa prudence pour l'été [p.12](#)
- GSK nomme un nouveau patron en Chine [p.12](#)
- L'américain Joseph Sitt vise les Champs-Élysées [p.12](#)
- Nouvel emprunt obligataire pour la ville de Lyon [p.12](#)
- Michelin veut voir le bout du tunnel [p.12](#)
- GM réduit ses pertes en Europe [p.12](#)
- Tracfin toujours plus active [p.13](#)
- Un second recours contre l'offre visant le Club Med [p.13](#)
- L'assurance vie poursuit sa progression [p.13](#)
- Premier partenariat pour NEXt Advisor [p.13](#)
- Daimler au capital d'Aston Martin [p.13](#)

La reprise de la croissance britannique se confirme

Le PIB a crû de 0,6% au cours des trois derniers mois, ce qui pourrait dissuader la Banque d'Angleterre de relancer les achats d'actifs

par SOLENN POULLENNEC

La reprise de la croissance se précise en Grande-Bretagne. Le PIB est ressorti en hausse de 0,6% au second trimestre par rapport aux trois premiers mois de l'année, selon l'estimation préliminaire du bureau national des statistiques. Le secteur des services a beaucoup contribué à cette performance conforme aux attentes. Lors du premier trimestre, le PIB britannique avait déjà légèrement progressé à 0,3% mais les données publiées aujourd'hui sont encore plus encourageantes car tous les secteurs d'activité y ont contribué. Sur un an, la progression est de 1,4%. Un chiffre à relativiser compte tenu des congés liés au Jubilé de la Reine en 2012.

«*Il y a encore des obstacles importants à la croissance*», note Nathalie Dezeure, économiste chez [Natisis](#). Selon elle, la hausse du PIB dépend pour beaucoup de la volonté des consommateurs britanniques à diminuer

encore leur épargne alors que les perspectives d'augmentation de la demande extérieure sont mitigées. Même si la reprise se dessine aux Etats-Unis et que les derniers indicateurs européens sont encourageants, la croissance ralentit dans les pays en développement et notamment en Chine. Enfin, comme l'avait souligné la [Banque d'Angleterre](#) en juin, l'économie pourrait souffrir d'une

La «forward guidance» de la BoE très attendue

hausse des taux en lien avec la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

«*Le troisième trimestre semble avoir bien démarré*», affirme James Knightley, chez ING, citant le résultat des enquêtes de juin auprès des directeurs d'achats (PMI). Selon le consensus des économistes de Bloomberg, le PIB devrait

croître de 1% en 2013. L'estimation est proche de celle du Fonds monétaire international, à 0,9%. Mais la Grande-Bretagne est loin d'avoir rattrapé le temps perdu pendant la crise. Au deuxième trimestre, le PIB était encore 3,3% en dessous du pic de la croissance de 2008.

«*L'amélioration de l'activité fait qu'il n'y a pas d'urgence à relancer l'assouplissement monétaire pour le comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre*», analyse Blerina Uruçi, économiste chez [Barclays](#). En juillet, les banquiers centraux, désormais emmenés par Mark Carney, [avaient surpris](#) en votant à l'unanimité contre une reprise du programme d'assouplissement quantitatif (aujourd'hui 375 milliards de livres). Beaucoup d'économistes s'attendent en revanche à ce que la BoE adopte une politique d'orientation des anticipations (*forward guidance*) au mois d'août.

2

Le lien entre banques et Etats se renforce

Suite de la première page

par ALEXANDRE GARABEDIAN

En juin, les banques espagnoles ont acheté en net pour 16,1 milliards d'euros de dette publique, contre 20,7 milliards en mai. Pour les banques italiennes, l'investissement net se monte à 10,8 milliards après 19,6 milliards le mois précédent. Tout porte à croire que ces achats ont concerné en priorité la dette souveraine de leurs pays d'origine. Des montants à comparer à des transactions nettes de 28,9 milliards pour l'ensemble des banques de la zone euro.

«*Sur mai et juin, ensemble, les banques en Italie et en Espagne ont été responsables de 85% des achats nets de dette publique par des banques européennes*», souligne Martin van Vliet, économiste chez ING. *Elles ont clairement cherché à contenir la pression à la hausse sur les rendements qui était née des craintes de la fin de l'assouplissement de la Fed*».

Les déclarations de Ben Bernanke le

22 mai laissant entrevoir une diminution progressive des achats d'actifs de la banque centrale (le «*tapering*») ont provoqué une vive remontée des taux obligataires, notamment dans la périphérie de la zone euro. Le rendement à 10 ans espagnol a bondi de 4% début mai à plus de 5% le 25 juin, avant de se replier aux alentours de 4,6% hier. Le 10 ans italien a connu le même chemin sur la période, passant de 3,75% à 4,85%. Il se traitait hier autour de 4,37%.

A fin juin, les banques espagnoles détenaient près de 318 milliards de dette souveraine dans leurs livres, un montant en hausse de 10% sur le trimestre. Fin 2011, le stock dépassait tout juste les 200 milliards. Les encours aux mains des banques italiennes se sont eux aussi accrus de 10% à 428 milliards. Ils atteignaient 357 milliards fin 2012 et 252 milliards un an auparavant.

Tout en se gorgeant de dette publique, les établissements de crédit continuent à réduire leurs concours aux agents économiques. «*Le phénomène d'éviction*

se poursuit, avec un financement des souverains par les banques qui contraint les prêts au secteur privé dans un contexte plus large de réduction des bilans», constate Gilles Moëc, économiste chez [Deutsche Bank](#). Le taux de croissance annuel des prêts au secteur privé pour l'ensemble de la zone euro est tombé à -1% en juin, contre -0,7% en mai, a annoncé hier la [BCE](#). Si les crédits aux ménages se maintiennent tout juste dans le vert (+0,3% sur un an), ceux consentis aux sociétés non financières accélèrent leur repli (-2,3% contre -2,1% à fin mai).

«*Vu qu'il est difficile d'envisager une reprise économique durable en zone euro sans un redressement du crédit bancaire, ces données laissent planer un sérieux doute sur la force de la reprise naissante dans la région, telle que la signalent les derniers indices PMI*», s'alarme Martin van Vliet.

Le FMI appelle la zone euro à mener une opération vérité sur ses banques

Le Fonds considère que l'assainissement des bilans est un préalable à la reprise. Il suggère qu'une tierce partie s'associe aux tests de la BCE et de l'EBA

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Du côté de Washington, le discours commence à être connu. Le Fonds monétaire international (FMI), qui a publié hier un rapport sur les politiques menées en zone euro, a une nouvelle fois appelé les dirigeants européens à procéder au nettoyage complet du bilan de leurs banques. La fragmentation financière et la faiblesse de certains établissements de crédit constituent en effet les principaux freins à la croissance, selon le Fonds. Celui-ci prévoit une contraction du PIB de la zone euro de 0,6% cette année, comme en 2012, avant une modeste reprise à +0,9% l'an prochain. Il juge élevé le risque de stagnation prolongée, sous l'effet d'un «*delevering*» qui prendrait plusieurs années.

«*La première priorité est de restaurer des bilans bancaires sains pour relancer le crédit*», estime le FMI. *Les mesures immédiates comprennent la*

reconnaissance complète des pertes, la recapitalisation des banques faibles mais viables, et la fermeture ou la restructuration des banques non viables».

L'institution de Washington attend beaucoup de [l'exercice d'évaluation des bilans](#) qui doit être mené, au plus tôt fin 2013, par la Banque centrale européenne (BCE) dans le cadre de la supervision

Un appel à une baisse des taux de la BCE

unique du secteur, avant que l'Autorité européenne des banques (EBA) ne mène de son côté des tests de liquidité. Manifestement méfiant, le Fonds suggère d'associer à la [BCE](#), à l'EBA et aux autorités nationales «*une tierce partie indépendante*», qui serait «*essentielle pour assurer la pleine crédibilité et transparence de l'exercice*».

La méthode a déjà été suivie en Irlande ou en Espagne afin d'apprécier l'étendue des désastres bancaires locaux. Mais pour que le «*stress test*» ne se révèle pas contre-productif en poussant les banques à vendre des actifs, le FMI insiste sur l'importance du Mécanisme européen de stabilité comme dispositif ultime de recapitalisation.

Le Fonds estime par ailleurs que la Banque centrale européenne pourrait aller plus loin. «*Au vu de la faible croissance et de l'inflation contenue, un nouveau soutien monétaire, y compris à travers des baisses de taux de la part de la BCE, serait probablement nécessaire, surtout si les conditions empirent*», indique le communiqué de l'institution. Qui salue au passage la nouvelle politique d'orientation des anticipations de taux (*forward guidance*) en zone euro.

3

Les banques rejettent l'idée d'une séparation systématique de leurs activités

Elles redoutent l'isolement des activités de tenue de marché que pourrait imposer Bruxelles dans la lignée du rapport Liikanen

par SOLENN POULLENNEC

Les banques européennes accueillent très froidement les projets de séparation des activités bancaires qui devraient être précisées par Bruxelles au début de l'automne. Dans leur réponse à une récente [consultation](#) de la Commission sur les suites à donner au rapport Liikanen, elles affirment que la séparation des activités n'est pas nécessaire compte tenu de l'étendue de l'arsenal réglementaire actuel. A leurs yeux, il vaut mieux traiter le risque que peuvent poser certaines activités au cas par cas.

La Fédération bancaire européenne (FBE) rejette catégoriquement l'idée de séparer systématiquement les activités des banques. Pour elle, comme pour le lobby des banques d'investissement (AFME) et celui des acteurs du marché des dérivés (Isda), les régulateurs

devraient analyser si les plans de résolution permettent de gérer les activités risquées en cas de crise. Si ce n'est pas le cas, ils pourraient intervenir mais «*la séparation devrait être un outil de dernier recours*», insiste la FBE.

Pour cibler les banques susceptibles de devoir isoler des activités systémiques, le rapport Liikanen se basait sur les actifs détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente (AFS), avec un seuil de 100 milliards d'euros ou de 15 à 25% du bilan. L'EBF juge, comme la Commission, que la catégorie AFS n'est pas pertinente car elle comprend beaucoup d'actifs sûrs et liquides. Plutôt que d'avoir une lecture comptable, la fédération recommande d'utiliser des indicateurs tels que les actifs pondérés par le risque ou encore la Value at Risk (VaR).

Dans sa consultation, la Commission propose soit d'isoler seulement les activités de trading pour compte propre,

soit de séparer également la tenue du marché, soit encore de mettre de côté toutes les activités de banque d'investissement. Selon l'EBF, il est très difficile de distinguer trading pour compte propre et tenue de marché. Qui plus est, isoler les deux conduirait les banques européennes à se désengager des activités de marché utiles aux entreprises.

Ces craintes sont partagées par l'Association européenne des trésoriers d'entreprise (EACT), pour qui la séparation de la tenue de marché «*augmenterait les coûts de financement pour les entreprises*». Ces arguments sont en revanche battus en brèche par l'ONG Finance Watch. Elle plaide pour une séparation systématique des activités de trading, tenue de marché y compris car elle «*pourrait réduire les coûts de financement de l'économie réelle*».

Orange devra déboursier 2,15 milliards d'euros à la suite d'un litige fiscal

L'opérateur, qui a publié des résultats conformes aux attentes, déposera un recours contre le jugement du tribunal administratif de Montreuil

par YVES-MARC LE REOUR

Orange va faire appel dans les prochains jours de la décision du tribunal administratif de Montreuil le condamnant à verser au fisc près de 2,15 milliards d'euros, à la suite d'un litige découlant de la simplification de son périmètre d'activité intervenue en 2005. Ce contentieux, connu des analystes, est lié à une divergence de vue concernant la comptabilisation de pertes sur des participations détenues par une holding financière du groupe, entité dissoute après avoir été réintégrée dans la maison-mère via une transmission universelle de patrimoine.

Si ce versement, provisionné depuis 2005, n'aura pas d'impact sur le compte d'exploitation du groupe, Orange estime que ce jugement «revient à interdire à une entreprise de déduire de son bénéfice imposable une provision et à la taxer lors de sa reprise». Ajoutant avoir suffisamment de liquidités pour faire face

à ce décaissement, Orange a calculé que son ratio de dette nette sur Ebitda au 30 juin serait de 2,37 en intégrant l'impact de ce paiement, contre 2,21 dans les comptes publiés. «Alors que l'effet sur la trésorerie sera négligeable, les changements de traitement comptables auront sans doute des conséquences défavorables sur l'opinion des agences de crédit», avancent les analystes de

Une mise en Bourse d'EE pas avant 2014

Goldman Sachs. L'action a terminé en baisse de 3,2% à 7,5 euros.

Cette affaire a occulté des résultats semestriels globalement conformes aux attentes, le groupe ayant renoué avec une hausse de sa clientèle mobile en France, en Espagne et en Pologne. Si la marge brute d'exploitation consolidée a reculé d'un point à 31,1% d'un an sur

l'autre, celle d'Orange France est restée quasi-stable à 36,3% grâce à une baisse des coûts plus rapide que prévu. Constatant un démarrage «satisfaisant» des offres dans la téléphonie mobile de quatrième génération (4G), le groupe table sur un million de clients dans la 4G en France à fin 2013, contre 250.000 actuellement.

Le quatrième opérateur de télécoms européen a également bénéficié de la progression de 9% des bénéfices d'Everything Everywhere (EE), sa coentreprise avec [Deutsche Telekom](#) dans la téléphonie mobile outre-Manche. Mais l'introduction en Bourse d'environ 30% du capital de cette filiale «n'aura pas lieu avant 2014», afin de laisser à celle-ci plus de temps pour montrer au marché l'amélioration de ses performances opérationnelles, précise le directeur financier Gervais Pellissier.

4

Nexans déprécie de 80 millions d'euros ses actifs en Australie au premier semestre

La détérioration du marché minier et la hausse des importations conduisent le fabricant de câbles à réorganiser ses activités dans ce pays

par YVES-MARC LE REOUR

Malgré le redressement de l'activité de [Nexans](#) grâce aux pays émergents entre avril et juin (+9% en rythme séquentiel à périmètre, changes et cours des métaux constants), son chiffre d'affaires semestriel affiche un repli organique de 3,4% à 2,35 milliards d'euros d'une année sur l'autre. Si les conditions de production des câbles de haute tension sous-marins s'améliorent peu à peu, les difficultés du bâtiment en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que la baisse de la demande pour les câbles destinés aux réseaux de distribution d'énergie, ont largement contribué au recul d'un demi-point de sa rentabilité d'exploitation récurrente qui ressort à 3,2%.

Mais la perte nette de 145 millions d'euros constatée à fin juin, contre un bénéfice de 13 millions dégagé au premier

semestre 2012, est surtout due à une dépréciation d'actifs de 92 millions, dont 80 millions portent sur sa filiale australienne [Nexans Olex](#). Cette entité est également à l'origine de 40% de la charge de restructuration de 32 millions comptabilisée par le groupe sur la période. «La forte détérioration du secteur minier s'est ajoutée à la hausse des importations favorisée par l'appréciation du dollar australien, d'où une augmentation de la pression concurrentielle dans ce pays», explique à *L'Agefi* le directeur financier Nicolas Badré. Le groupe va donc «revoir le positionnement stratégique de ses activités australiennes, afin de mieux les intégrer dans sa plate-forme de distribution régionale en Asie-Pacifique», ajoute-t-il.

Nexans a par ailleurs réduit de 8 millions d'euros la valeur de ses actifs en Argentine qui subit des restrictions aux

importations, les autres marchés d'Amérique du Sud restant bien orientés.

Confirmant sa prévision d'une stabilité de son bénéfice d'exploitation récurrent sur l'ensemble de l'exercice et d'une dette nette d'environ 600 millions à fin 2013, le PDG Frédéric Vincent table sur un excédent brut d'exploitation annuel «compris entre 330 et 350 millions», contre 151 millions dégagés entre janvier et juin. Il souligne que des charges de restructurations supplémentaires, découlant des plans d'économies à l'étude, pourraient entraîner «un résultat net négatif au second semestre». Les grandes lignes du projet de baisse des coûts en Europe devraient être dévoilées le 15 octobre prochain, à l'occasion de la publication du chiffre d'affaires du troisième trimestre.

Kering améliore ses marges dans le luxe, contrairement à LVMH

Les résultats semestriels de l'ex-PPR ont légèrement dépassé le consensus des analystes. Ceux du numéro un mondial du secteur le ratent de peu

par LA RÉDACTION

Kering dépasse légèrement le consensus, [LVMH](#) le rate de peu. Les deux géants français du luxe ont publié hier des résultats semestriels qui donnent un petit avantage à l'ex-PPR. Ce dernier a dégagé un résultat opérationnel courant en hausse de 2,3% à 843 millions d'euros, un chiffre supérieur au consensus [Thomson Reuters](#), avec une marge en hausse à 25,6% pour le pôle luxe (contre 24,9%) et à 31,7% pour Gucci (contre 30,1%) qui profite de la montée en gamme - et en prix - de ses sacs en cuir.

A l'inverse, le résultat opérationnel courant de [LVMH](#), en progression de 2% à 2,71 milliards d'euros, se situe un peu en dessous du consensus [Thomson Reuters](#) (2,75 milliards). La marge recule à 19,80%, contre 20,5% au premier semestre 2012.

Si l'on excepte le cas Puma, qui a publié

plus tôt dans la semaine des résultats encore décevants, Kering a profité d'une dynamique qualifiée de «*plutôt bonne*» aux Etats-Unis et au Japon et d'une reprise de la demande en Europe grâce à de meilleurs flux touristiques. La situation est restée «*plus contrastée en Asie, particulièrement en Chine*», a déclaré le directeur financier Jean-Marc Duplaix

Situation contrastée en Asie

lors d'une conférence téléphonique relayée par Reuters.

La division luxe du groupe, qui pèse aujourd'hui pour plus de 90% de ses profits, a vu sa croissance organique atteindre 9,4% au deuxième trimestre après être tombée à 6,4% au premier, grâce surtout à la performance de Bottega

Veneta. Cette dernière a en effet accéléré la cadence à 17,2% (après +8,8%), tandis que Gucci, marque phare de Kering et deuxième griffe mondiale de luxe derrière Louis Vuitton reste stable à 4%, et que Saint Laurent ralentit à 14,4% après 18,7%.

Chez [LVMH](#), les ventes du numéro un mondial du luxe ont totalisé 13,3 milliards d'euros, signant une hausse de 8% à changes constants, proche des 7% du premier trimestre. Celles de la division mode-marquinerie, où Louis Vuitton pèse pour plus de 70%, ont affiché une légère amélioration à +5% à changes constants, après une forte décélération à 3% au premier trimestre, conformément aux attentes des analystes. Les vins et spiritueux ont connu pour leur part une bonne dynamique.

5

Casino fait moins bien que Carrefour dans les hypermarchés en France

Porté par l'intégration de Monoprix et de GPA au Brésil, le distributeur espère stabiliser le trafic dans ses hypers en France fin 2013

par LA RÉDACTION

Casino a vu ses résultats semestriels gonflés par le Brésil et par l'intégration de [Monoprix](#) en France, où le groupe reste à la peine. Le résultat opérationnel du distributeur stéphanois a grimpé de 52% à 969 millions d'euros au premier semestre, un chiffre supérieur au consensus [Thomson Reuters](#) de 923 millions. A périmètre et changes constants, l'opérationnel limite sa progression à 0,9%, sauvé par une hausse de 8,2% pour les activités au Brésil, en Colombie ou en Thaïlande, qui a compensé une chute de 10,6% en France.

Dans un contexte économique difficile, le PDG du groupe Jean-Charles Naouri s'est dit confiant dans la capacité de Casino à stabiliser le trafic dans ses hypermarchés et supermarchés en France d'ici à fin 2013. Il s'est aussi montré optimiste sur les perspectives de

croissance au Brésil, où la consommation reste selon lui solide et n'a pas ralenti au deuxième trimestre. Grâce à l'international qui pèse pour 60% de ses ventes, Casino améliore sa marge à 4,1% sur le semestre et l'intégration de [Monoprix](#) permet sa stabilisation en France à 2,8%.

La dynamique des ventes est restée positive (+2,8% en données organiques) à 23,8 milliards d'euros, avec une progression de 3% sur le seul deuxième trimestre, permise par l'international (+9,7%). A l'inverse, touché par les baisses de prix entamées à la fin 2012 pour reconquérir des parts de marché, Casino a vu ses ventes en France reculer de 3,3% en comparable sur le trimestre. Le groupe fait nettement moins bien que [Carrefour](#), qui a limité à 1,1% le recul de ses hypermarchés et celui de l'ensemble de ses formats. Mais le rythme de baisse dans les hypermarchés s'est légèrement

ralenti (-7,9% hors effets calendaires après une chute de 11,5% au premier trimestre) et Jean-Charles Naouri s'est dit confiant dans la capacité du groupe à «*retrouver des niveaux positifs en trafic et en volume*» dans les rayons alimentaires d'ici à la fin de l'année.

Sur l'ensemble de 2013, le directeur financier Antoine Giscard d'Estaing s'est dit «*à l'aise*» avec le consensus ciblant un résultat opérationnel de 2,35 milliards d'euros. Malgré une dette qui atteint 8,8 milliards d'euros, après les opérations GPA et [Monoprix](#), Casino pense aussi atteindre son objectif d'un ratio de dette nette/Ebitda inférieur à 2 fois fin 2013. Il compte sur des cessions d'actifs, qu'il n'a pas voulu chiffrer, et sur sa génération de cash flow du deuxième semestre.

VIE DES SOCIÉTÉS

FRANCHISSEMENTS DE SEUIL:

Club Med : [UBS](#) et [Credit Suisse](#) ont franchi le seuil de 5% du capital du Club Med. [UBS](#) détient 5,07% du capital et 4,53% des droits de vote. [Credit Suisse](#) Securities détient 5,12% du capital et 4,57% des droits de vote.

LDLC.Com: Laurent Villemonte de la Clergerie a franchi en baisse le seuil de 25 % du capital et détient 24,44 % du capital et 29,43 % des droits de vote (10/07/13).

Ausy: Nextstage agissant pour le compte d fonds sous gestion a franchi en hausse, à titre de régularisation le seuil de 5 % du capital et détient 5,003 % du capital et 3,81 % des droits de vote (10/07/13).

Foncière des 6 e et 7 e arrondissement de Paris : [Allianz](#) SE a franchi en hausse, indirectement via les sociétés anonymes [Allianz](#) Vie et [Allianz](#) Iard qu'elle contrôle, les seuils de 25 % du capital et des droits de vote et détient 26,52 % du capital et des droits de vote (09/07/13).

Paris Hôtels Roissy Vaugirard a franchi en baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 1,14 % du capital et des droits de vote.

Cofitem-Cofimur a franchi en hausse directement et indirectement via la société Hôtelière de la Villette qu'elle contrôle, les seuils de 15 % du capital et des droits de vote et détient 16,79 % du capital et des droits de vote (08/07/13).

Covéa a franchi en hausse indirectement via les sociétés Covéa Coopérations et [MAAF](#) Santé qu'elle contrôle les seuils de 20 % et 25 % du capital et des droits de vote et détient 26,83 % du capital et des droits de vote (04/07/13).

Saint-Gobain: [Amundi](#) agissant pour le compte du FCPE Saint-Gobain PEG

France dont elle assure la gestion, a franchi en hausse le seuil de 10 % des droits de cote et détient 6,77 % du capital et 10,04 % des droits de vote (09/07/13).

Sodexo: First Eagle IM agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion a franchi en baisse le seuil de 5 % des droits de vote et détient 3,65 % du capital et 4,96 % des droits de vote (09/07/13).

ADP: SOC a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 8,00 % du capital et des droits de vote (09/07/13).

Neopost: [UBS AG](#) a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 5,01 % du capital et des droits de vote (08/07/13).

Steria: [Amundi](#) agissant pour le compte du FCPE Groupe Steriactions dont elle assure la gestion a franchi en hausse le seuil de 15 % du capital et détient 15,15 % du capital et 18,87 % des droits de vote (08/07/13).

Remy Cointreau: Andromède, [Orpar](#) et Recopart et Fine Champagne Investissement ont franchi en hausse les seuils de 50 % du capital et 2/3 des droits de vote et détient 50,96 % du capital et 66,78 % des droits de vote (08/07/13).

Arkema: Fonds Stratégie de Participations a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 6,05 % du capital et 5,64 % des droits de vote (05/07/13).

Seb: Fonds Stratégie de Participations a franchi en hausse le seuil de 5 % du capital et détient 5,25 % du capital et 3,58 % des droits de vote (05/07/13).

Mauna Kea: Psilos Group Partners a franchi en baisse les seuils de 10 % du

capital et 5 % du capital et des droits de vote et détient 2,55 % du capital et 1,91 % des droits de vote (04/07/13). The Capital Group Companies a franchi en hausse le seuil de 5 % du capital et détient 6,42 % du capital et 4,81 % des droits de vote (28/06/13).

OFFRES PUBLIQUES:

Aedian: dépôt d'un projet d'OPA d'[Aubay](#) au prix de 6,80 € par action et de 1,64 € par BSAANE (10/07/13).

Hologram Industries: OPA simplifiée de Surys, ouverte du 11/07 au 02/08/13 inclus (10/07/13).

Groupe Monceau Fleurs: projet d'OPA simplifiée de Perceva Holding au prix de 0,63 € par action et 3,125 € par obligation convertible de nominal 12,50 € (25/06/13).

Sical: projet d'offre publique de retrait de Celta de concert avec Sofpo et Bernard Rossmann au prix de 20 € par action (20/06/13).

Foncière Dév. Logements: OPE de Foncière des Régions par remise de 6 actions nouvelles Foncière des Régions à émettre pour 23 actions Foncière Développement Logements présentées ; offre ouverte le 27/06/13 (26/06/13).

GFI Informatique: projet d'OPA simplifiée d'Infopin Participations au prix de 3,75 € par action, 5,25 € par Oceane et 0,35 € par BSAR (10/06/13).

Club Méditerranée: projet d'OPA de Gaillon Invest au prix de 17 € par action et de 19,23 € (coupon détaché - Océanes) (30/05/13).

D'autres informations sur la vie des sociétés : 

6

ACTUALITE DES ENTREPRISES

Chiffre d'affaires

Mersen : Chiffre d'affaires trimestriel le 26/07/2013
 Eiffage : Chiffre d'affaires trimestriel le 26/07/2013
 JCDecaux : Chiffre d'affaires trimestriel le 29/07/2013
 Altran Technologies : Chiffre d'affaires trimestriel le 30/07/2013
 Vilmorin : Chiffre d'affaires annuel le 31/07/2013

Résultats

Renault : Résultats trimestriels le 26/07/2013
 Total : Résultats trimestriels le 26/07/2013
 Safran : Résultats trimestriels le 26/07/2013
 Air France-KLM : Résultats trimestriels le 26/07/2013
 Lafarge : Résultats trimestriels le 26/07/2013
 Technicolor : Résultats trimestriels le 26/07/2013
 Rexel : Résultats trimestriels le 26/07/2013
 Danone : Résultats trimestriels le 29/07/2013
 Steria : Résultats trimestriels le 29/07/2013
 Air Liquide : Résultats trimestriels le 30/07/2013
 Vinci : Résultats trimestriels le 30/07/2013

Imerys : Résultats trimestriels le 30/07/2013
 Eutelsat : Résultats annuels le 30/07/2013
 PSA Peugeot Citroën : Résultats trimestriels le 31/07/2013
 Schneider Electric : Résultats trimestriels le 31/07/2013
 Alcatel Lucent : Résultats trimestriels le 31/07/2013
 Norbert Dentressangle : Résultats trimestriels le 31/07/2013



SCOR Global Investments

"Your gateway to unconventional beta"

SCOR Global Investments SE | +33 1 53 64 65 26 www.scor-gi.com
 Société de gestion agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP09000006

DARROIS VILLEY
MAILLOT BROCHIER

 Freshfields

L'AGEFI
Séminaires



4^e RENCONTRE D'ACTUALITÉ GOUVERNANCE DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Say on pay, parité, bilan des AG... 2013, millésime des bonnes pratiques ?

JEUDI 26 SEPTEMBRE 2013 - DE 17H À 19H30

Centre de conférences Capital 8
32 rue de Monceau – 75 008 Paris

Les débats seront animés par **Edwige Murguet**, journaliste, L'Agefi Hebdo, et **Alexandre Garabedian**, rédacteur en chef, L'Agefi Quotidien

Avec les interventions exceptionnelles de :



Sébastien Bazin,
président, COLONY CAPITAL
EUROPE, vice-président,
administrateur indépendant,
CARREFOUR GROUPE



Martine Charbonnier,
secrétaire générale adjointe,
direction des émetteurs et des
affaires comptables, AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS



Olivier Diaz,
avocat associé,
DARROIS VILLEY MAILLOT
BROCHIER A.A.R.P.I



Hervé Pisani,
avocat associé,
FRESHFIELDS BRUCKHAUS
DERINGER LLP



Hélène Ploix,
membre du conseil
de surveillance,
PUBLICIS GROUPE



Charles Sarrazin,
chef de bureau stabilité financière,
comptabilité et gouvernance
d'entreprise, DIRECTION
GENERALE DU TRESOR



Yves-Thibault de Silguy,
vice-président du conseil
d'administration et administrateur
réfèrent, VINCI, administrateur
indépendant, LVMH



**Jacqueline Tammenoms
Bakker**, administrateur,
président du comité des ressources
humaines, VIVENDI, administrateur
indépendant, FIAT INDUSTRIAL



Hugues de Vauplane,
secrétaire général,
secrétaire du conseil
d'administration,
CNP ASSURANCES



Antoine Vignial,
secrétaire général,
COMPAGNIE
DE SAINT-GOBAIN

3 tables rondes d'actualité :

- Nouvelle donne concernant le say on pay : quelle évolution du code de gouvernance Afep-Medef ?
- Dernières tendances en matière de gouvernance des conseils : des recommandations et nouveautés réglementaires aux pratiques des AG 2013
- Comment insuffler la bonne dynamique pour améliorer le fonctionnement et la performance du conseil ?

Les débats seront suivis d'un cocktail

Bulletin d'inscription

A retourner à L'AGEFI SEMINAIRES - Dii agency - 164 boulevard Haussmann - 75008 Paris
Accompagné de votre règlement à l'ordre de *Development Institute International*

GPC1309

Nom : Prénom :
Fonction : Société :
Adresse :
CP : Ville : Pays :
Tél : Fax :
E-mail : N°TVA intracommunautaire (impératif) :

Participation aux frais : 490,00 € HT (soit 586,04 € TTC) pour tout règlement après le 13 septembre 2013

Tarif spécial : -100 € HT de réduction pour tout règlement avant le 13 septembre 2013
soit 390 € HT (soit 466,44 € TTC)

La facture tient lieu de convention simplifiée de formation professionnelle

Renseignements et inscriptions :

Tél. : 01 43 12 54 91 - Fax : 01 40 06 95 26 - e-mail : info-seminaire@agefi.fr

Signature & cachet de l'entreprise :

L'AGEFI

L'intelligence financière au quotidien

Credit Suisse profite du rebond de sa BFI mais décroche en fixed income

Le groupe a doublé le résultat de sa banque d'investissement au deuxième trimestre, alors qu'il recule en gestion d'actifs et banque privée

par AMÉLIE LAURIN

Credit Suisse peut dire merci à sa banque d'investissement. La deuxième banque helvétique a publié hier un bénéfice trimestriel à 1,045 milliard de francs suisses (1,17 milliard d'euros), en hausse de 32,6% sur un an. Son activité est tirée par la BFI dont le résultat avant impôt a plus que doublé, passant de 314 millions au deuxième trimestre 2012 à 754 millions de francs à fin juin. L'autre pilier du groupe, qui regroupe principalement la banque privée et la gestion d'actifs, accuse en revanche un repli de 6%, à 917 millions, en raison d'une charge liée au traité suisse-britannique visant à régulariser les avoirs de clients non déclarés. De 100 millions de francs, elle est égale à celle d'UBS.

Les revenus de Credit Suisse en banque d'investissement ont progressé de 24 % sur un an, un chiffre égal à la moyenne des banques américaines, selon les données compilées par Bloomberg. La banque suisse a bénéficié du rebond du

courtage actions (+24) et des métiers de fusions-acquisitions et marchés primaires (+45%).

Si le *fixed income* (taux et change) a progressé de 13% sur un an, après un deuxième trimestre 2012 marqué par les tensions dans la zone euro, il a chuté de 38% de fin mars à fin juin, contre une baisse de 23% seulement chez les américaines. «*Nous sommes un peu*

Négociations aux Etats-Unis

décus par les revenus du fixed income, les deuxièmes moins bons de l'industrie à ce jour et les pires en termes de recul d'un trimestre à l'autre, écrivent les analystes de JPMorgan.

Credit Suisse impute sa contre-performance à une moindre activité clients dans les taux et sur les marchés émergents, chahutés par un environnement volatil. Le trimestre a été

marqué par les craintes d'une baisse des rachats d'actifs de la Réserve fédérale américaine. Pour autant, «*à plus long terme, la transition vers des taux plus élevés profitera à notre activité, tant dans la banque privée et la gestion de fortune que dans la banque d'investissement*», espère Brady Dougan, directeur général.

En banque privée, le groupe se trouve face à des échéances importantes. Il a confirmé avoir transmis aux autorités américaines des données sur ses clients soupçonnés de fraude fiscale, mais ne se prononce pas sur ses chances de parvenir, au second semestre, à un accord clôturant les poursuites à son égard. La division devra aussi contribuer au plan d'économies du groupe en abandonnant certains marchés. Ses activités en Allemagne sont par exemple sur la sellette.

8

Lazard tire son épingle du jeu dans les fusions-acquisitions

L'activité de conseil de la banque a rebondi au deuxième trimestre, mais les revenus du groupe sont surtout tirés par la gestion d'actifs

par AMÉLIE LAURIN

Après un début d'année décevant, Lazard a publié hier un résultat net ajusté en hausse de 81% sur un an, à 59,9 millions de dollars (45,3 millions d'euros). Au deuxième trimestre, ses revenus opérationnels ont atteint un niveau record de 511 millions d'euros (+12%). Un pic dû à la bonne santé de la gestion d'actifs, qui atteint son plus haut niveau de revenus, à 243 millions (+18%). Lazard subit toutefois une baisse de 5% des actifs sous gestion, qui s'établissent à 163 milliards de dollars au 30 juin. Les encours ont été affectés par une décollecte nette de 4 milliard de dollars due, selon la banque, à un fonds actions sous-performant.

Deuxième pilier de Lazard et marque de fabrique de la maison franco-américaine, les fusions-acquisitions

(M&A) et autres métiers de conseil ont progressé de 9% sur un an, à 263 millions de dollars. Sur le semestre, leur niveau d'activité reste en deçà de la première moitié de 2012 (-17%), du fait de la contre-performance du 1er trimestre. Si l'environnement n'est «*pas terrible*», «*l'éventail et la profondeur de nos services de conseil compensent le rythme inégal de l'activité globale de M&A*», assure Kenneth Jacobs, PDG du groupe.

Ses équipes sont notamment intervenues dans trois transactions de plus de 20 milliards de dollars bouclées entre mai et fin juin. Elles ont conseillé Deutsche Telekom pour la fusion de T-Mobile et Metro PCS (29 milliards de dollars), Berkshire Hathaway et 3G Capital pour l'acquisition de Heinz (28 milliards) et InBev pour le rachat du reste de Grupo Modelo (20,1 milliards).

En parallèle, Lazard a poursuivi son plan d'économies, annoncé l'an dernier. La banque assure avoir d'ores et déjà réduit ses coûts de 160 millions de dollars sur une base annuelle, soit davantage que les 125 millions prévus. Au bout du compte, elle aura réduit ses effectifs de 250 personnes, mais assure vouloir continuer à recruter dans certaines activités en croissance. Ses charges de personnel restent toutefois au-dessus des standards de Wall Street. Son *compensation ratio* (rémunérations sur revenus) atteint encore 60%, contre 63% il y a un an. Lazard table sur un ratio de 58,5% pour l'ensemble de l'année 2013 (-0,9 point), dans la moitié haute des 55 à 59% visés à moyen terme.

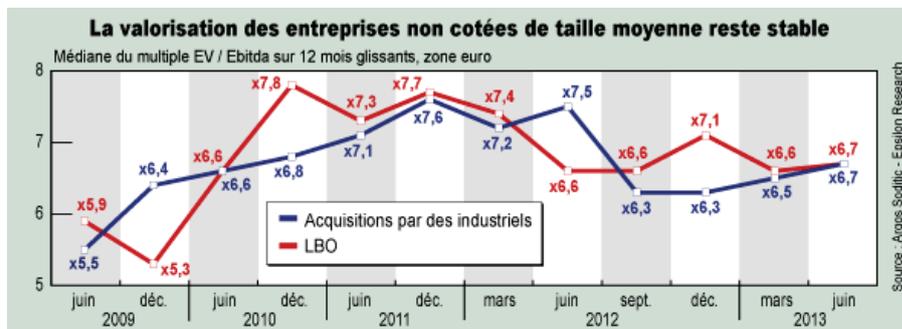
La transmission d'entreprises de taille moyenne décroche en zone euro

Dans un marché déprimé, les fonds de LBO et les corporates paient désormais leurs acquisitions à des prix similaires, selon Argos Soditic

par AMÉLIE LAURIN

La stabilité des valorisations masque mal la déprime du marché. Au deuxième trimestre, les rachats d'entreprises non cotées de taille moyenne (d'une valeur de 15 à 150 millions d'euros) ont chuté dans la zone euro. L'activité de fusions-acquisitions «enregistre une baisse historique de 42% en volume et 45% en valeur atteignant ainsi son plus bas niveau depuis dix ans, selon le dernier baromètre d'Epsilon Research pour le fonds Argos Soditic. Le recul de l'activité LBO ce trimestre est encore plus marqué avec une baisse de 63% en volume et de 82% en valeur».

Ce qui ne change pas, ce sont les valorisations. Pour le deuxième trimestre consécutif, les corporates et les fonds ont fait leurs emplettes à des prix similaires. De mai à fin juin, ils ont déboursé en moyenne 6,7 fois l'Ebitda de leur cible, contre respectivement 6,5 et 6,6 fois trois mois plus tôt (voir le graphique). La valorisation des LBO est redescendue au



niveau de mi-2012, tandis que les prix payés par les corporates restent durablement inférieurs aux multiples d'avant mi-2012. La part des LBO remonte : ils représentent 37% des 70 transactions du premier semestre, niveau inégalé depuis 2010.

Autre particularité, avec 40 % du volume total des opérations du semestre, «c'est la première fois depuis 2009 que la France a ce poids dans cet indice, relève Gilles Mougenot, président d'Argos Soditic. Un chiffre difficile à interpréter

qui dépend de la qualité de la collecte d'information, mais le faible volume de transactions permet d'avoir un bon niveau de couverture ». L'Italie arrive deuxième (20%), devant l'Allemagne (15%). Beaucoup de cibles sont toutefois très internationalisées, à l'image du français Trescal valorisé 250 millions d'euros lors de son rachat par Axa PE en juin, contre 106 millions en 2010.

La Grande-Bretagne fait un bilan de la réforme de la distribution des services financiers

Entrée en vigueur le 31 décembre dernier, la Retail Distribution Review bute encore sur la question de la transparence des rémunérations

par STÉPHANIE SALT, À LONDRES

Peut mieux faire. Six mois après l'introduction de la réforme de la distribution des services financiers ou RDR, la FCA, le régulateur britannique, a publié hier un constat mitigé des pratiques en vigueur parmi les conseillers financiers. Dans ses grandes lignes, la Retail Distribution Review a mis en terme le 31 décembre dernier au commissionnement des conseillers financiers indépendants, les fameux IFA, de la part des fournisseurs de produits, et leur a imposé de négocier en amont toute rémunération avec le client final. A partir d'une étude réalisée entre février et avril 2013, la FCA a tiré les premiers enseignements de cette mise en œuvre.

Globalement satisfait des progrès accomplis et du degré d'implication des conseillers, le régulateur a cependant

identifié un certain nombre de points à améliorer. Les règles de transparence en matière de rémunération, incontournables dans toute bonne relation entre client et fournisseur, ne seraient ainsi pas conformes à l'esprit de la réforme. «Une société doit communiquer à son client sa structure tarifaire bien avant de procéder à toute recommandation personnelle d'un produit», peut-on lire dans le rapport. Dans les faits, ce prérequis intervient encore trop souvent lors d'un second rendez-vous.

Autre point litigieux: certaines entreprises continuent à dévoiler leurs niveaux de rémunération en pourcentage et non en numéraire, ce qui empêche le client final d'avoir une compréhension immédiate des coûts et de comparer avec d'autres fournisseurs de produits financiers, selon le régulateur. Enfin, le

niveau de services offert par ces institutions en échange d'une rémunération ne serait pas toujours clairement expliqué aux clients.

La FCA relève aussi que certaines entreprises, qui se déclarent indépendantes, sont en réalité des entreprises fournissant des conseils limités à un produit ou à un certain nombre de fournisseurs financiers (restricted advice). A l'inverse, les organismes qui prodiguent un niveau de conseil restreint se montrent incapables d'expliquer à leurs clients en quoi ce conseil est limité.

La FCA envisage d'ores et déjà de mener une deuxième étude en octobre prochain afin de s'assurer que ses recommandations ont été prises en compte.

TAUX & CHANGES

INDICES OBLIGATAIRES BARCLAYS CAPITAL					
	Adjusted Duration	Total Return	M-T-D Return	Y-T-D Return	Inception Return
US Treasury	5.10	-0.27	-0.20	-2.31	1916.90
1 - 3 years	1.89	-0.04	0.08	0.10	150.15
3 - 5 years	3.79	-0.19	0.18	-1.11	226.46
5 - 7 years	5.70	-0.38	-0.06	-2.97	272.79
7 - 10 years	7.75	-0.55	-0.42	-4.58	301.78
10+ years	16.13	-0.94	-2.01	-9.68	2667.80
US Corporate	6.76	-0.39	0.88	-2.76	2273.80
US High Yield	4.20	-0.33	2.42	3.87	1429.50
Euro-Aggregate	5.62	-0.22	0.68	0.81	110.21
Treasury	6.32	-0.19	0.77	0.85	109.77
1 - 3 years	1.88	-0.02	0.35	0.87	74.23
3 - 5 years	3.64	-0.09	0.74	0.86	100.62
5 - 7 years	5.30	-0.13	1.07	1.45	119.81
7 - 10 years	7.19	-0.33	1.03	1.21	127.21
10+ years	12.40	-0.36	0.84	0.19	149.60
Corporate	4.40	-0.25	0.73	0.81	110.33
Financial	4.10	-0.23	0.83	1.09	107.16
Industrial	4.60	-0.28	0.64	0.39	115.97
Utility	4.93	-0.23	0.59	1.36	130.64
AAA	5.99	-0.39	0.45	-0.89	110.57
AA	6.11	-0.25	0.55	-0.67	100.46
A	4.53	-0.24	0.71	1.25	96.89
BAA	5.23	-0.01	1.02	3.78	117.05
Sovereign/Supra.	5.79	-0.33	0.60	-0.51	116.86
Collateralised	4.18	-0.24	0.27	1.37	108.33
Euro-Aggregate 500+	5.63	-0.22	0.68	0.80	110.53
Euro High Yield	3.54	0.03	1.77	4.17	140.76

NIVEAUX MOYEN D'EMISSION SUR LES TCN										MàJ : 25-07-2013		
Echéance	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	5 mois	6 mois	9 mois	1 an				
Corporates												
A-1+/P-1/F-1+	-2.5	-0.7	0.8	1.7	5.3	7.0	10.7	15.0				
A-1/P-1/F-1	0.0	1.8	3.0	6.7	10.7	14.0	20.7	26.3				
A-2/P-2/F-2	3.3	5.8	8.5	13.3	21.8	25.3						
A-3/P-3/F-3	20.8	28.5	35.8									
ABCP												
A-1+/P-1/F-1+	1.0	2.7	7.0	N/A	N/A	N/A						
A-1/P-1/F-1	4.8	4.5	9.0	N/A	N/A	N/A						
Banques												
A-1+/P-1/F-1+	-9.5	-6.3	0.5	2.0	3.5	5.5	10.3	16.0				
A-1/P-1/F-1	-5.7	-1.5	4.8	7.8	10.5	14.3	24.0	32.0				
A-2/P-2/F-2	4.3	11.3	22.0	26.0	35.3	55.5						
Supras												
A-1+/P-1/F-1+	-9.3	-6.5	-5.0	-3.5	-1.7	0.0	2.8	4.5				

Les niveaux sont des niveaux estimatifs. L'indice est contribué par 4 contributeurs avec un minimum de 2 contributeurs par niveau.

EuroMTS Index (ex CNO-Etrix)							
	1-3 ans	3-5 ans	8-7 ans	7-10 ans	10-15 ans	+15 ans	Global ans
Index	136.25	140.68	143.95	146.70	150.62	155.98	143.50
Duration	1.95	3.55	5.24	7.27	9.72	13.94	6.37
Modified Duration	1.88	3.41	5.03	6.97	9.30	13.32	6.10
Convexity	5.59	15.90	32.46	61.35	110.99	264.71	76.11
Average Coupon	3.92	5.29	4.41	4.00	4.23	5.52	4.59
Average Maturity	2.04	3.93	5.96	8.65	12.47	23.94	8.85
Average Yield	4.06	4.14	4.20	4.31	4.52	4.67	4.43
Weight	25.75	21.76	12.62	19.78	5.44	14.66	100.00
Index Change	0.09	0.18	0.25	0.26	0.24	0.28	0.20
Yield Change	-0.03	-0.04	-0.03	-0.02	-0.02	-0.01	-0.02

ACTIONS

Indices Français						
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)		
CAC 40	3956.02	-0.17	4072.24	28/05/2013	3065.47	25/07/2012
SBF 120	3057.23	-0.19	3129.00	28/05/2013	2365.75	25/07/2012
SBF 250	2985.53	-0.18	3054.03	28/05/2013	2315.41	25/07/2012
Europe						
DJ Stoxx 50	2699.91	-0.69	2845.35	22/05/2013	2366.01	26/07/2012
DJ Euro Stoxx 50	2740.29	-0.44	2851.48	28/05/2013	2142.46	25/07/2012
DJ Stoxx 600	299.63	-0.49	311.07	22/05/2013	249.77	25/07/2012
FT Eurofirst 100	3564.47	-0.46	3711.77	22/05/2013	3029.24	26/07/2012
Allemagne						
Dax	8298.98	0.00	8557.86	22/05/2013	6324.53	26/07/2012
Grande-Bretagne						
FTSE 100	6587.95	-0.49	6875.62	22/05/2013	5478.02	25/07/2012
Espagne						
Ibex 35	8282.10	1.09	8755.90	28/01/2013	5939.40	25/07/2012
Italie						
S&P / MIB	16431.97	-0.07	17983.63	30/01/2013	12295.76	25/07/2012
Suisse						
SMI	7865.38	-0.73	8411.30	22/05/2013	6166.45	25/07/2012
Pays-Bas						
AEX	370.36	-0.43	373.31	28/05/2013	311.13	25/07/2012
Belgique						
BEL 20	2643.73	-0.83	2750.35	22/05/2013	2167.96	25/07/2012
Danemark						
KFX	543.88	-0.54	564.61	05/03/2013	463.46	25/07/2012
Finlande						
HEX	6173.24	-0.47	6491.15	22/05/2013	4916.76	25/07/2012
Norvège						
OBX	457.77	-0.40	460.95	24/07/2013	378.71	25/07/2012

Indices Américains						
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)		
Etats-Unis						
DJ Industrial	15555.61	0.09	15604.22	23/07/2013	12471.49	16/11/2012
S&P 500	1690.25	0.26	1698.78	23/07/2013	1331.50	25/07/2012
Nasdaq Composite	3605.19	0.72	3624.54	18/07/2013	2810.80	16/11/2012
Nasdaq 100	3061.67	0.68	3091.21	18/07/2013	2494.38	16/11/2012
Canada						
S&P / TSX	12669.14	-0.03	12904.70	12/03/2013	11428.67	25/07/2012
Mexique						
Bolsa	40752.09	-0.21	46075.04	29/01/2013	37034.30	24/06/2013
Brsil						
Bovespa	49066.75	1.43	63472.55	03/01/2013	44107.06	05/07/2013
Indices asiatiques						
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)		
Japon						
Nikkei 225	14562.93	-1.14	15942.60	23/05/2013	8358.51	26/07/2012
Topix	1202.32	-1.44	1289.77	23/05/2013	705.27	26/07/2012
Hong-Kong						
Hang Seng	21900.96	-0.31	23944.74	04/02/2013	18793.15	26/07/2012
Australie						
S&P / ASX	5035.61	0.01	5249.60	15/05/2013	4122.40	26/07/2012
Chine						
Shanghai A	2115.45	-0.60	2558.83	18/02/2013	1935.59	25/06/2013
Corée du Sud						
Kospi	1909.61	-0.13	2042.48	03/01/2013	1766.81	26/07/2012
Taiwan						
Taipei Wght	8163.58	-0.40	8439.15	22/05/2013	6963.57	26/07/2012
Thaïlande						
SET	1456.68	-2.98	1649.77	21/05/2013	1172.92	26/07/2012
Indonésie						
Jakarta Composite	4674.12	-0.93	5251.30	21/05/2013	3978.08	31/08/2012
Inde						
BSE	3235.68	-1.19	3464.79	22/05/2013	2931.60	16/11/2012

L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911 - 8 rue du Sentier, Paris 2e - Site Internet : www.agefi.fr Pour joindre directement vos correspondants : Par téléphone : Standard 01 53 00 26 26 - Rédaction (2703) - Par fax : Administration (2627) - Rédaction (2728) - Par e-mail : 1^{er} lettre du prenomnom@agefi.fr. **Direction** Directeur général, directeur de la publication, directeur éditorial : Philippe Mudry (2704), Directeur général délégué en charge de la gestion et du développement : François Robin (2634), Directeur commercial : Laurent Luiset (2692) **Rédaction** Rédacteur en chef : Alexandre Garabedian (2646), Rédacteur en chef adjoint : Olivier Pinaud (2608), Rédacteurs : Yves-Marc Le Réour (2667), Patrick Aussannaire (2661), Antoine Duroyon (2747), Bruno de Rouilhac (2737), Antoine Landrot (2719), Amélie Laurin (2658), Benoît Menou (2721), Solenn Poullennec (2712), Bruno Sillard (2743), Secrétaire de la rédaction : Laurence Cattelan (2703) **Edition-Réalisation** Rédacteur en chef technique : Philippe Bonnet (2742), Régine Kuhn (2735) **Diffusion-Abonnements-Éditions** Service abonnements : Tel : 01 53 00 26 62 - Fax : 01 53 00 27 25 E-mail : abonnements@agefi.fr. Directrice marketing client : Cécile Valéri, Responsable réabonnement : Armelle Dutheil (2722), Service relation client : Sabrina Del Rosario (2662), Catherine Mosqueron (2612), Responsable des éditions : Marie-Caroline Crabos (2716) **Publicité** Directeur de la publicité : Anne-Sophie Belin (2680). Publicité commerciale et web : Directeur de Clientèle : Angélique Bertaout (2637), Chef de Publicité : Claire Vanel (2644). Publicité financière : Directeur de Clientèle : Adeline Tisseyre (2603). Publicité internationale : Directeur : David Caussieu (06 07 40 54 53). Traffic Manager (print et web) : Nathalie Kuras (2736). **Marketing-Multimédia** Directrice : Laetitia Menesguen, Chef de projet : Alexandra Thiellert, Chef de produit acquisition : Anais Dos Santos, Webmaster : Audrey Rouger **Administration-Finance** Responsable administratif et financier : Laurence Limousin (2688), Chef du service informatique : Jean-François Martins (2709). L'Agefi Quotidien est édité par : AGEFI SA, capital : 7029000€, siège social : 8, rue du Sentier Paris 2e, RCS : Paris B 334 768 652, Siret : 33476865200052, TVA intracommunautaire : FR 75 334 768 652. Principal actionnaire : FININTEL, N° Commission Paritaire : 0515 W 90405, N° ISSN : 1776-3193

BNP Paribas grandit dans la conservation

[BNP Paribas Securities Services](#) a dévoilé hier l'acquisition de l'activité de banque dépositaire dédiée aux OPCVM et fonds institutionnels de [Commerzbank](#) en Allemagne. Le prix de la transaction n'est pas précisé, une source citée par [Dow Jones](#) évoquant un montant inférieur à 100 millions d'euros, pour un montant d'actifs de 93 milliards d'euros à fin avril et un effectif concerné de 80 personnes. La banque allemande a indiqué que la division cédée ne faisait plus partie de son cœur de métier. [BNP Paribas Securities Services](#) avait racheté l'an dernier le dépositaire italien Credem. La banque française, qui s'est félicitée de pouvoir aujourd'hui «*confirmer sa position de leader sur le marché allemand des banques dépositaires*», mise sur le pays tant dans la banque de détail que la banque d'investissement.

Dassault Aviation croit en une commande indienne

Le PDG de [Dassault Aviation](#) Eric Trappier a de nouveau affirmé qu'il espérait une signature d'une importante commande d'avions Rafale par l'Inde d'ici la fin de l'année. Le dirigeant assure ne craindre ni l'approche des élections dans le pays ni l'éventualité d'un retour dans la course des concurrents de l'avion de combat français.

Eurotunnel en perte au premier semestre

L'exploitant du tunnel sous la Manche a annoncé au titre du premier semestre une perte nette de 18 millions d'euros (contre un bénéfice de 2 millions sur les six premiers mois de 2012) ainsi qu'une stagnation de sa marge d'exploitation (Ebitda) à 199 millions, le coût lié à la mise en place de la liaison maritime transmanche MyFerryLink contrebalançant la hausse du chiffre d'affaires due à l'activité traditionnelle du groupe.

Le chiffre d'affaires de Soitec cède 28%

Le fabricant de plaques de silicium sur isolants est resté pénalisé par la faiblesse du

marché des ordinateurs individuels lors du premier trimestre de son exercice, mais espère que son plan d'économies lancé fin mai lui permettra de dégager une marge opérationnelle positive au cours de l'exercice 2015-2016. Plombé par son pôle électronique, le chiffre d'affaires a plongé de 28% sur le trimestre écoulé à 43,2 millions d'euros.

CFAO renonce à ses objectifs

Le groupe de distribution automobile et pharmaceutique a fait savoir qu'il renonçait à ses objectifs 2013 sous le coup de l'affaiblissement de son activité de distribution automobile, notamment en Algérie. Le chiffre d'affaires de la division [CFAO](#) Automotive a baissé de 2,5% au premier semestre, celui du groupe progressant tout de même de 4,8% (2,1% en organique) à 1,83 milliard d'euros. Le taux de marge brute a baissé de 0,2 point à 22,1%.

CapGemini voit l'amorce d'une reprise en France

La société de services informatiques a confirmé ses objectifs de croissance organique et d'amélioration de sa marge après un

deuxième trimestre marqué par une atténuation du recul de son activité (-1,1% en organique) à 5,03 milliards d'euros), une reprise aux Etats-Unis et un début de redémarrage en France, son premier marché. Evoquant une conjoncture économique toujours «*tendue*», le PDG Paul Hermelin s'est déclaré «*confiant*» pour le second semestre.

Trois médicaments vedettes portent les résultats de Roche

Le groupe pharmaceutique suisse a fait état d'un bénéfice semestriel brut en hausse de 10% à la faveur de la bonne tenue des ventes de ses trois médicaments vedettes et du lancement d'un nouveau traitement du cancer du sein, des données qui semblent donner raison au groupe lorsqu'il dit être en mesure de faire face à la concurrence des génériques. Le chiffre d'affaires semestriel a progressé de 4% à 23,3 milliards de francs (18,8 milliards d'euros).

Solocal décoit

L'éditeur d'annuaires (ex-PagesJaunes) a publié des résultats semestriels jugés décevants, particulièrement pour l'activité internet. Solocal a annoncé un chiffre

d'affaires en baisse de 4,7% à 500 millions d'euros et un recul de 7,2% de sa marge brute opérationnelle, le groupe ayant notamment souffert de la forte dégradation de l'activité display, qui commercialise des espaces publicitaires sur internet. Le groupe a également ajusté ses prévisions pour 2013 dans le bas de la fourchette.

Le Medef prône 44 ans de cotisations en 2020

Le [Medef](#) est prêt à envisager une hausse «*limitée*» des cotisations retraite dans le cadre de la réforme en préparation si le gouvernement s'engage au préalable à baisser «*fortement*» les charges sociales des entreprises. Présentant hier ses propositions, l'organisation patronale maintient que seul un recul de l'âge légal de départ à la retraite couplé à un allongement de la durée de cotisation est de nature à redresser durablement les comptes du système tout en assurant «*l'équité intergénérationnelle*». Le [Medef](#) prône 44 années de cotisation à l'horizon 2020.



Repli de l'activité de Deutsche Börse

L'opérateur boursier allemand a publié un bénéfice avant intérêt et impôts (Ebit) légèrement inférieur aux attentes au deuxième trimestre, à 256,3 millions d'euros, sous le coup de marchés difficiles ayant engendré un chiffre d'affaires en repli de 2% à 497,1 millions. Le plan de maîtrise des coûts annoncé en février se poursuit conformément aux prévisions.

Nordea Combining the best of Big and Boutique*

Contactez-nous au +33 1 56 43 50 29

www.nordea.fr Investment Funds

*Combiner la taille d'un grand groupe et l'esprit boutique

GM réduit ses pertes en Europe

[General Motors](#) a fait part hier d'un bénéfice trimestriel au-delà du consensus grâce à une hausse des prix en Amérique du Nord et à une réduction de ses pertes en Europe par le biais de mesures énergiques de réduction des coûts. Le Vieux Continent, où les ventes automobiles ont touché au premier semestre un plus bas de vingt ans, reste «très difficile» selon le directeur financier Dan Ammann, ajoutant qu'il était prématuré d'y déceler le moindre signe d'amélioration. [GM](#) y a concédé une perte d'exploitation trimestrielle de 110 millions contre 394 millions il y a un an, le groupe visant un point mort d'ici le milieu de la décennie. Le bénéfice net total du groupe au deuxième trimestre a atteint 1,2 milliard contre 1,5 milliard l'an passé, un fléchissement s'expliquant en particulier par des pertes en Asie en dehors de la Chine. Le chiffre d'affaires du constructeur automobile américain a augmenté de 4% environ à 39,1 milliards.

Siemens renonce à son objectif de marge 2014

Le titre du groupe diversifié allemand a abandonné 6,0% hier après que le groupe a renoncé à son objectif d'une marge opérationnelle supérieure à 12% en 2014, contre 9,5% l'an passé. Un nouvel objectif est attendu à l'occasion de la publication des comptes trimestriels le 1er août.

L'américain Joseph Sitt vise les Champs-Élysées

Le *Financial Times* avançait hier de sources proches que le fondateur de Thor Equities avait signé un accord avec une famille non identifiée du Moyen-Orient concernant l'acquisition pour 260 millions d'euros du 65-67, avenue des Champs-Élysées, un immeuble comprenant des commerces de détail, des bureaux et des logements.

GSK nomme un nouveau patron en Chine

[GlaxoSmithKline](#) a annoncé la nomination d'un de ses principaux responsables européens à la tête de ses activités en Chine, où un scandale de corruption a mis à mal l'image du groupe pharmaceutique britannique. Hervé Gisserot, senior vice-président pour l'Europe,

remplacera Mark Reilly qui restera dans le management du groupe.

Bankia en bon chemin

La banque espagnole a publié un bénéfice net semestriel de 126 millions d'euros, et de 428 millions pour le groupe BFA-Bankia comprenant sa maison mère. Ce deuxième résultat est en ligne avec l'objectif affiché d'un résultat de 800 millions en 2013. Les créances douteuses représentent à fin juin 13,36% des prêts accordés par Bankia, contre 12,99% à fin décembre.

Bull maintient son objectif d'Ebit

Le groupe informatique a maintenu son objectif d'un résultat avant intérêts et impôts compris entre 40 et 50 millions d'euros en 2013 en dépit d'une situation économique difficile en France qui a pénalisé les comptes semestriels. Sur cette période, l'Ebit a chuté de 46% à 10,1 millions, pour un chiffre d'affaires en baisse de 1% à changes constants à 606,1 millions.

La France reste championne des dépenses sociales

La France est toujours le pays qui consacre le plus de

moyens à ses dépenses sociales, qui devraient atteindre 33% de son PIB cette année, selon l'OCDE. L'organisation indique dans une étude que du fait de la crise et de la hausse des allocations chômage et autres prestations, les dépenses sociales réelles ont augmenté de 10% environ dans ses pays membres depuis 2007-2008.

Nouvel emprunt obligatoire pour la ville de Lyon

La ville s'est targuée de «poursuivre avec succès la stratégie de diversification de ses sources de financement par le recours aux marchés désintermédiés». Elle a annoncé hier la clôture de son deuxième emprunt obligatoire, d'un montant de 20 millions d'euros (maturité 8 ans *in fine* et coupon de 2,67%), avec Global Investment Services et [Commerzbank](#) en tant que chefs de file.

TF1 confirme ses objectifs

Le groupe a amélioré son résultat opérationnel au deuxième trimestre (+11% à 86,5 millions d'euros) malgré une baisse de son chiffre d'affaires (-4,5% à 642,4

millions) due à de moindres recettes publicitaires. Mais [TF1](#) a confirmé son objectif annuel de ventes et annoncé des économies complémentaires cette année. Sur le semestre écoulé, la part d'audience a progressé de 0,2 point à 22,9%.

Michelin veut voir le bout du tunnel

Le fabricant de pneumatiques a vu son résultat net chuter au premier semestre sous l'effet de charges de restructuration. [Michelin](#) a tout de même confirmé ses objectifs annuels au vu de l'amélioration des volumes attendue au second semestre. Le groupe entrevoit «une reprise sur des bases peu élevées dans les pays matures». [Michelin](#) a dégagé un bénéfice net semestriel de 507 millions d'euros, en baisse de 44,6% sous l'impact notamment de 250 millions d'euros de provisions destinées à améliorer la compétitivité industrielle du groupe.

D'autres essentiels à lire sur notre site :



Amazon affiche sa prudence pour l'été

Le site de commerce en ligne a dévoilé une perte nette au deuxième trimestre et se montre prudent pour le trimestre en cours. La perte nette d'avril à juin s'est élevée à 7 millions de dollars, contre un bénéfice d'un même montant l'an dernier. Le chiffre d'affaires a pourtant bondi de 22% à 15,7 milliards. Il pourrait se situer selon Amazon entre 15,45 et 17,15 milliards de juillet à septembre.

Banque dépositaire - conservateur

Administration de fonds

Services aux émetteurs

www.caceis.com



caceis
INVESTOR SERVICES

solid & innovative

Un second recours contre l'offre visant le Club Med

L'OPA visant le Club Méditerranée pourrait durer bien plus longtemps que prévu. Deux recours en justice pourraient retarder de plusieurs mois le calendrier au-delà du 30 août, date fixée par les initiateurs de l'offre amicale, à savoir [Axa Private Equity](#), le conglomérat chinois Fosun et la direction du groupe de loisirs. Après l'intrusion du fonds Charity Investment Asset Management (CIAM), c'est au tour de l'Association de défense des actionnaires minoritaires (Adam) de glisser son grain de sable. Sa présidente Colette Neuville a confié au *Monde* son intention de déposer aujourd'hui un recours contestant le feu vert accordé par l'AMF. «*Le préjudice est considérable*», estime le Club selon le quotidien. Colette Neuville tempête contre un prix d'offre trop faible, la non-indépendance de l'expert, et le manque d'égalité de traitement des actionnaires. «*On nous a servi du bleu-blanc-rouge, la réalité est tout autre !*» clame la présidente de l'Adam en référence à la vente prochaine d'[Axa PE](#).

Daimler au capital d'Aston Martin

Le constructeur automobile allemand a indiqué qu'il allait prendre une participation pouvant aller jusqu'à 5% au capital du constructeur britannique dans le cadre d'un partenariat technique.

Zynga en zone de turbulences

L'éditeur de jeux vidéo a publié un chiffre d'affaires trimestriel de 231 millions de dollars, représentant une chute de 31% par rapport au deuxième trimestre 2012. Le nombre mensuel de joueurs actifs a fondu sur le trimestre écoulé à 187 millions contre 306 il y a un an.

Premier partenariat pour NEXt Advisor

La filiale de La Française dédiée à l'accompagnement des acteurs indépendants de la distribution d'épargne financière a dévoilé hier un premier partenariat capitalistique minoritaire, avec le Groupe Crystal. Un premier pas «*particulièrement emblématique de nos ambitions*», selon le directeur général de La Française, Patrick Rivière.

L'assurance vie poursuit sa progression

L'Association française de l'assurance indique que l'encours des contrats d'assurance vie s'élève à fin juin à 1.422,8 milliards d'euros, un montant en hausse de 4% sur un an. Le montant des cotisations collectées par les sociétés d'assurance sur le premier semestre est de 62,2 milliards, et celui des prestations versées de 54,5 milliards.

Tracfin toujours plus active

La cellule française de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme a annoncé avoir connu une forte hausse de son activité en 2012. [Tracfin](#) a reçu plus de 27.000 informations, soit 13% de plus qu'en 2011, et a réalisé plus de 34.695 actes d'enquête, en hausse de 33%. Cette activité concerne des montants estimés à 1,15 milliard d'euros contre 868 millions.

EADS songe à une organisation en trois pôles

Le groupe européen d'aéronautique et de défense

étudie selon Reuters des projets pour se réorganiser autour de trois divisions sous l'appellation [Airbus](#) dans le cadre de la revue stratégique de ses activités. Si le conseil d'administration approuve cette réorganisation, les résultats de cette revue pourraient être présentés dès le 31 juillet à l'occasion des résultats semestriels.

BASF fait assaut de prudence pour 2013

La contraction des marchés européens et le ralentissement en Chine ont pesé sur les résultats du deuxième trimestre du groupe allemand, l'incitant à s'interroger sur sa capacité à atteindre son objectif 2013. BASF a réaffirmé son intention de faire mieux qu'en 2012 en termes d'excédent brut d'exploitation (Ebitda) tout en ajoutant que «*l'atteinte de notre objectif de résultat s'annonce nettement plus difficile aujourd'hui qu'au début de l'année*».

Starbucks relève ses prévisions

Le groupe américain a publié des résultats meilleurs que prévu au titre de son troisième trimestre clos le 30

juin et a relevé ses prévisions pour l'ensemble de l'exercice. Starbucks a engrangé entre avril et juin un bénéfice net en hausse de plus de 25% à 417,8 millions de dollars, permettant au groupe de porter sa fourchette de prévision pour son bénéfice par action de l'ensemble de l'exercice à 2,22-2,23 dollars au lieu de 2,12-2,18 précédemment.

Stallergenes prend le chemin des Etats-Unis

Le laboratoire a fait part d'une baisse de sa rentabilité au premier semestre, plombée par les coûts liés au programme de transformation. Le résultat opérationnel a baissé de 10,9% à 33,5 millions d'euros, soit 26% du chiffre d'affaires contre 29,6% l'an dernier. Stallergenes a en outre annoncé la signature d'une lettre d'intention avec Greer Laboratories pour la distribution aux Etats-Unis d'Oralair, son traitement antiallergique phare. Le groupe a conservé ses objectifs pour cette année.

13

D'autres essentiels à lire sur notre site : 

UBS solde un litige pour 885 millions de dollars

La banque suisse a convenu de verser 885 millions de dollars à Fannie Mae et Freddie Mac pour mettre un terme à des poursuites portant sur la vente de titrisations adossées à des crédits hypothécaires (MBS, *mortgage-backed securities*), selon le régulateur des deux agences, la FHFA (*Federal Housing Finance Agency*). UBS avait indiqué lundi avoir convenu du principe de cet accord amiable.

Nordea 

Combining the best of Big and Boutique*



Contactez-nous au +33 1 56 43 50 29

www.nordea.fr

Investment Funds

*Combiner la taille d'un grand groupe et l'esprit boutique.

NOMINATIONS

STÉPHANE PRIAMI Directeur général France, **CA Consumer Finance**. Institut technique de banque - ITB. Début de carrière au sein du réseau commercial de la Banque Populaire (1982) puis au Crédit Agricole Ile-de-France (1987). Crédit Agricole : support des clientèles de professionnels au sein des services centraux de la Caisse Nationale (1989), directeur du secteur marketing, communication, banque à



distance (1999), des finances puis de la distribution en Aquitaine, directeur général adjoint chargé du développement en Savoie (2003). LCL (depuis 2009) : responsable de la conformité (2009), responsable de la direction technologies et immobilier, directeur du pôle technologie et immobilier (2011). Directeur général France de Crédit Agricole Consumer Finance (depuis 2013).

OLIVIER FERRIES
Responsable du département qualité et intégration du changement, **Crédit Agricole Toulouse 31**. IEP Toulouse, Master en droit bancaire et financier spécialisé en banque et ingénierie financière. Crédit Agricole Sud Méditerranée : analyste marketing, responsable marketing pour les marchés particuliers, des professionnels et des entreprises, responsable d'une équipe commerciale au sein du pôle assurances puis chargé de l'encadrement de la gestion des crédits. Responsable du département de la qualité et de l'intégration des changements au sein du Crédit Agricole de Toulouse (depuis 2013).

IONNIS GIANNIOTIS
Responsable du département opérations bancaires et dépôts, **Crédit Agricole Toulouse 31**. 30 ans, Début de carrière dans l'audit au sein du groupe Ernst & Young. Différentes responsabilités croissantes au sein de l'Inspection générale du Crédit Agricole (2007-13), en charge notamment de missions d'audit des risques liés aux différents métiers du groupe auprès de plusieurs caisses régionales en France et au sein de filiales internationales du groupe. Responsable des opérations bancaires et dépôts au Crédit Agricole de Toulouse (depuis 2013).

LAURENT BASTIAN
Directeur administratif et financier, **ESI Group**. DEA de mécanique-physique Ecole normale supérieure - ENS, ingénieur en génie civil Ecole

des ponts ParisTech, DPECF. Début de carrière comme ingénieur civil chez Vinci (1993) puis en poste chez Arthur Andersen en audit et en conseil (1997-03), différentes fonctions de management au sein du contrôle de gestion groupe de DCNS (2003), directeur du contrôle de gestion au sein du groupe Albioma (2009), directeur administratif et financier d'ESI Groupe (depuis 2013).

CHRISTOPHE RUET
Directeur du marketing clients et des diffusions, **Mondadori France**. 48 ans, IEP Paris. Débuts au sein du Figaro, dans l'équipe marketing (1987) puis directeur des abonnements (1989-93). Directeur de la diffusion puis éditeur délégué au sein du Nouvel Economiste. Prima Presse (1997) : assistant d'Axel Ganz puis directeur d'édition de l'hebdomadaire VSD. Directeur délégué des Echos Etudes et d'Eurostaf, directeur général des activités du groupe Hersant Media pour la Polynésie (2004-08), chargé de missions de conseil pour la presse quotidienne et magazine à son retour en France. Mondadori (depuis 2011) : directeur marketing du clients et des diffusions (depuis 2013).

OLIVIER GÉRARD
Responsable des pôles de gestion de portefeuille et stratégie & expertise sur actifs, **Société Générale Private Banking - Luxembourg**. DESS finance IEP Strasbourg. Gérant conseil pour de grands

comptes puis conseiller en investissement pour les banquiers privés au sein de Crédit Agricole Private Banking. Société Générale Private Banking (depuis 2004) : responsable de prime market access puis responsable des pôles de gestion de portefeuille et stratégie & expertise sur les actifs de la banque privée (depuis 2013) au Luxembourg.

LOÏC LE GROUÏEC
Président-directeur général France, **Alcatel Lucent**. Institut national des sciences appliquées - INSA, maîtrise en électronique, électrotechnique et automatique. Alcatel-Lucent (depuis 1988) : nombreuses fonctions au sein du groupe, notamment directeur du centre de développement des produits optiques WDM, directeur des activités transmissions optiques et hertziennes pour les régions EMOA, Inde et Amérique du Sud, vice-président du support des ventes pour l'activité communications fixes de la zone EMOA, président-directeur général de la filiale française (depuis 2013).

PETER LEUKERT
Directeur stratégie et expertise transformationnelle, **Fis Global**. Doctorat en mathématiques financières Université de Berlin. Associé au sein de McKinsey & Company, en poste au sein de la Commerzbank, responsable de l'ensemble des technologies de l'information au sein de Nyse Euronext, directeur stratégie

et expertise transformationnelle de Fis Global (depuis 2013).

ROUBESH ADAYA
Senior Associate, **Bfinance - Londres**. Bachelor of Science (comptabilité et finance) Warwick Business School. Début de carrière chez ABN AMRO Asset Management puis Associate au sein de Fortis Investment, responsable des investissements en produits de taux globaux au sein de Fisher Frances Trees & Watts, en charge des investissements obligataires de la zone Euro au sein du département de BNP Paribas Asset Management, Senior Associate au sein de l'équipe de gestion d'actifs de Londres de Bfinance (depuis 2013).

ISABELLE BALESTRA
Directeur juridique et relations contractuelles du groupe, **Groupe Keolis**. 46 ans, 3e cycle en droit des affaires Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Juriste au sein d'un cabinet d'avocats en Côte d'Ivoire puis avocat au barreau de Paris (1994). Bouygues Offshore (2000) : chef de groupe, chef de service en charge du département litiges puis directeur juridique adjoint pour la France et pour l'international. Directeur juridique et membre du comité de direction de Vinci Construction Grands Projets puis directeur juridique et relations contractuelles du groupe Keolis (depuis 2013).



SAC Capital aurait mis en œuvre un système généralisé de délit d'initiés

Le procureur de New York a engagé des poursuites pénales à l'encontre du gestionnaire alternatif fondé et dirigé par Steven Cohen

par BENOÎT MENU

SAC Capital Advisors agissait comme «un véritable aimant pour les tricheurs au sein du marché». Tel est le jugement asséné hier par le procureur général Preet Bharara à Manhattan à l'encontre du hedge fund sur lequel pèse désormais des poursuites pénales pour délit d'initiés.

Au terme de près de sept années d'enquête, la justice américaine a frappé fort hier en accusant le gestionnaire alternatif fondé et dirigé par le célèbre Steven Cohen d'avoir institué un cadre de délit d'initiés systématique. Le dirigeant échappe, pour l'instant tout du moins, aux poursuites à titre personnel. Si les poursuites sont susceptibles de mener à la dissolution de SAC Capital, le gestionnaire a soutenu hier que la mise en accusation prononcée ne devait à ce stade pas remettre en cause la bonne marche du gestionnaire alternatif, dont le montant des actifs atteint 15 milliards de dollars.

Une première audience doit se tenir aujourd'hui. Une nouvelle aventure s'engage quelques mois seulement après que SAC Capital a accepté de verser 616 millions de dollars pour mettre un terme à des poursuites de la SEC concernant des délits d'initiés par deux gérants.

Le système mis en place entre 1999 et 2010 a impliqué une vingtaine de sociétés et permis de dégager selon l'accusation des centaines de millions de

Le gestionnaire entend poursuivre son activité

dollars en profits illicites. Le texte du tribunal de New York avance que «des pratiques interdites par des salariés ainsi qu'une indifférence de la hiérarchie ont mené à des actes de délit d'initiés significatifs et généralisés à un niveau sans précédent connu au sein du secteur de la gestion alternative».

Steven Cohen a bien selon l'accusation «encouragé» les salariés de

SAC Capital à obtenir des informations sensibles tout en ignorant les avertissements sur le fait que ces pratiques pouvaient être répréhensibles. Certains des gérants du gestionnaire alternatif ont d'ores et déjà plaidé coupable et annoncé qu'ils coopéraient avec la justice. SAC Capital aurait ainsi encouragé ses gérants de portefeuille à nouer des contacts leur permettant de détenir des informations «inaccessibles aux autres investisseurs» sans pour autant mettre en place des contrôles suffisants pour s'assurer que cet avantage concurrentiel ne virait pas au délit d'initié.

Plus de 80 gérants, analystes, avocats et fournisseurs d'informations privilégiées au sein d'entreprises cotées ont déjà été condamnés pour délit d'initié depuis l'été 2009 au terme de poursuites engagées par le procureur général ou le FBI à New York.

15

L'AGEFI HEBDO



L'HEBDO
PROFESSIONNEL
DÉDIÉ À TOUS
LES MÉTIERS
DE LA FINANCE

L'AGEFI HEBDO
vous accompagne
chaque semaine
dans l'exercice
de votre métier

Informations et abonnements
sur <http://www.agefi.fr/hebdo>